

Convention collective

**IDCC : 9831. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Var)**

(6 juillet 1972)

(Etendue par arrêté du 31 juillet 1973,
Journal officiel du 30 septembre 1973)

AVENANT N° 109 BIS DU 30 JANVIER 2012

NOR : AGRS1397058M
IDCC : 9831

Entre :

La FDSEA du Var,

D'une part, et

L'UD FNAF CGT du Var ;

L'UD FGTA FO du Var ;

L'UD SNCEA CFE-CGC du Var,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} « Champ d'application professionnel » de la convention est ainsi modifié :

« La présente convention détermine les rapports entre employeurs et salariés y compris les apprentis :

- des exploitations agricoles de cultures et d'élevage, à l'exception des activités d'accoupage, d'aquaculture, de conchyliculture ;
- ainsi que des établissements dirigés par l'exploitant agricole en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou des structures d'accueil touristique, situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci pour l'hébergement ou la restauration ;
- des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA). »

Article 2

L'article 68 « Retraite complémentaire » est ainsi modifié :

« Les chefs d'exploitations ou entreprises agricoles comprises dans le champ d'application de la présente convention sont tenus d'adhérer pour les salariés qu'ils emploient, âgés d'au moins 16 ans et jusqu'à la cessation d'activité, à l'exclusion des bénéficiaires de la CPCEA (groupe AGRICA), à l'une des caisses suivantes :

- pour les entreprises nouvelles depuis le 1^{er} janvier 2002, à la CAMARCA, groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 ;

- pour les anciennes entreprises, avant le 31 décembre 2001, à ABELIO, groupe HUMANIS, 141, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92240 Malakoff.

L'assiette des cotisations est constituée par le salaire brut, comme en matière d'assurances sociales agricoles.

Le taux des cotisations est celui fixé par l'ARRCO et réparti pour moitié à la charge de l'employeur et pour moitié à la charge du salarié. La cotisation du salarié est retenue par l'employeur au moment de chaque paie et reversée à l'organisme compétent. »

Article 3

Les deux premiers alinéas de l'article 69 « Amélioration de la protection sociale » sont ainsi libellés :

« 1. Bénéficieront des garanties visées au présent article tous les salariés non cadres, en contrat à durée indéterminée ou déterminée, après 1 an d'ancienneté dans l'exploitation. L'ancienneté se calcule de date à date à partir de la date d'embauche. La condition d'ouverture des droits s'apprécie au premier jour de l'arrêt de travail.

2. Garantie de rémunération en cas d'arrêt du travail pour maladie ou accident. En cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, les salariés visés au 1 ci-dessus percevront des indemnités journalières complémentaires. Elles sont calculées de telle sorte que, s'ajoutant à celles servies par la mutualité sociale agricole, l'indemnisation globale, dans la limite du salaire net qu'aurait perçu le salarié, s'élève à 90 % du salaire brut pendant 30 jours suivis de 30 jours à 66,66 %. Elles sont versées :

- dès le premier jour d'arrêt en cas d'accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle ;
- à compter du quatrième jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Ces durées sont prolongées de 10 jours par période de 5 ans d'ancienneté au-delà de 6 ans, soit :

| | |
|---------------------------------|---------------------------------------|
| Entre 6 et 11 ans d'ancienneté | 40 jours à 90 % et 40 jours à 66,66 % |
| Entre 11 et 16 ans d'ancienneté | 50 jours à 90 % et 50 jours à 66,66 % |
| Entre 16 et 21 ans d'ancienneté | 60 jours à 90 % et 60 jours à 66,66 % |
| Entre 21 et 26 ans d'ancienneté | 70 jours à 90 % et 70 jours à 66,66 % |
| Entre 26 et 31 ans d'ancienneté | 80 jours à 90 % et 90 jours à 66,66 % |
| A partir de 31 ans d'ancienneté | 90 jours à 90 % et 90 jours à 66,66 % |

Lors de chaque arrêt de travail, il est tenu compte du nombre de jours indemnités pour le même risque (maladie ou accident de travail) au cours des 12 mois précédents, de telle sorte que si plusieurs absences ont été indemnités au cours de cette période, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle prévue ci-dessus.

La CRIA Prévoyance remboursera à l'employeur les indemnités journalières complémentaires chargées augmentées de l'indemnité de congés payés correspondante. »

Article 4

A l'article 19 « Suspension du contrat de travail » :

L'alinéa 1 *b* est ainsi modifié :

« Maladie non professionnelle et accident autre que de travail :

Le salarié qui a interrompu son travail pour cause de maladie non professionnelle ou d'accident autre que de travail reprend son activité au sein de l'exploitation à l'issue de son congé. »

L'alinéa 2 « Service préparatoire à la défense » est ainsi modifié :

« Tout salarié ou apprenti, âgé de 16 à 25 ans, qui doit participer à la journée de préparation à la défense, bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle de 1 jour. Cette absence exceptionnelle n'entraîne pas de réduction de rémunération. Elle est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination de la durée de congé annuel. »

L'alinéa 3 « Service national » est supprimé. L'alinéa 4 devient donc l'alinéa 3.

Article 5

L'ensemble de l'article 26 « Avantages en nature » est ainsi modifié :

« Les avantages en nature sont évalués conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 juin 2003 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale des salariés du régime agricole, publié au *Journal officiel* du 29 juin 2003. Ces évaluations forfaitaires sont revalorisées chaque année et diffusées par la caisse centrale de mutualité sociale agricole. »

Article 6

L'article 32 « Travail de nuit occasionnel » est ainsi modifié :

« Le travail de nuit occasionnel est celui qui est effectué à partir de 21 heures jusqu'à 6 heures. La rémunération des heures de nuit est majorée de 25 %. Dans le cadre de l'annualisation du temps de travail, les heures de nuit sont majorées de 25 %, lorsque le temps de travail hebdomadaire est resté dans le cadre du calendrier d'annualisation défini. Cette majoration est portée à 50 % s'il s'agit d'heures supplémentaires, cette majoration s'ajoutant à celles prévues pour heures supplémentaires. »

Article 7

L'article 42 « Délai-congé ou préavis et indemnités de licenciement » est ainsi modifié :

« Le contrat à durée déterminée, qui doit être écrit, conserve tous ses effets jusqu'à son terme.

Dans le cas du contrat à durée indéterminée, après la période d'essai, la rupture du contrat de travail, notamment en cas de licenciement (sauf faute grave ou lourde), de démission, donne lieu à un préavis dans les conditions suivantes :

- 1 mois pour le salarié qui a moins de 2 ans d'ancienneté ;
- 2 mois pour le salarié qui a 2 ans d'ancienneté et plus, ou qui est logé.

Les salariés licenciés ayant au moins 1 an d'ancienneté continue au service du même employeur ont droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement, dont le montant ne peut être inférieur à une somme égale, par année de service, à 1/5 de salaire mensuel pour chacune des 10 premières années de travail auquel s'ajoutent 2/15 pour chacune des années au-delà de 10 ans.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité de licenciement est, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié :

1. Soit le 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ;
2. Soit le 1/3 des 3 derniers mois. Dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel, versée au salarié pendant cette période, n'est prise en compte que dans la limite d'un montant calculé à due proportion. »

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Brignoles, le 30 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)